



HAL
open science

Victoire électorale de Koizumi et évolution de l'économie politique au Japon; d'une social-démocratie souterraine à une social-démocratie citoyenne

Hiroatsu Nohara

► **To cite this version:**

Hiroatsu Nohara. Victoire électorale de Koizumi et évolution de l'économie politique au Japon; d'une social-démocratie souterraine à une social-démocratie citoyenne. *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, 2007, 1, pp.17. halshs-00009793v1

HAL Id: halshs-00009793

<https://shs.hal.science/halshs-00009793v1>

Submitted on 28 Mar 2006 (v1), last revised 8 Jun 2009 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Novembre 2005

WORKING PAPER DU LEST 2005

**Laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail
35 avenue Jules Ferry 13626 Aix- En-Provence cedex
France**

Tel: 33 (0)4 42 37 85 00

Fax: 33 (0)4 42 26 79 37

**Victoire électorale de Koizumi et évolution de l'économie politique au Japon; d'une
social-démocratie souterraine à une social-démocratie citoyenne**

par

Hiroatsu Nohara

Victoire électorale de Koizumi et évolution de l'économie politique au Japon; d'une social-démocratie souterraine à une social-démocratie citoyenne

par

Hiroatsu Nohara

**Chargé de recherche au LEST-CNRS
e-mail: hiroatsu.nohara@univmed.fr**

Introduction

La récente victoire électorale remportée par M. Koizumi au Japon est l'occasion de proposer une réflexion sur les modalités d'articulation entre la politique et l'économie dans ce pays et les changements en cours.

Un certain nombre d'observateurs ont qualifié cette campagne électorale de « mascarade politique » pour cacher une fois de plus l'immobilisme et ont fustigé le style de M. Koizumi jugé autoritaire, manipulateur voire « populiste ». Pour ces observateurs, l'élection de M. Koizumi ne changera rien aux difficultés que connaît le Japon après l'éclatement de la « bulle spéculative ».

Depuis la décennie « perdue » des années quatre-vingt-dix jusqu'au milieu des années 2000, une série de réformes structurelles - système bancaire, finance de l'Etat, système électoral, appareils administratifs etc. - ont été initiées sans interruption par les gouvernements successifs. Ces réformes qualifiées souvent de « néolibérales » - puisque inspirées principalement par le modèle américain - n'ont débouché que sur de résultats pour le moins maigres. Le Japon semble alors, aux yeux de beaucoup d'observateurs, le symbole de l'immobilisme, dans la mesure où l'Etat et sa technocratie sont dominés par le règne historique du PLD (parti libéral-démocrate) et la société civile corsetée par l'appareil étatique demeure atone.

Pourtant, au-delà du phénomène conjoncturel ou proprement individuel lié à sa personnalité, qu'apparaît charismatique à certains, cette élection semble témoigner d'une profonde évolution de la société japonaise. En polarisant les enjeux électoraux sur une seule issue (privatisation de la Poste), M. Koizumi a su exposer au grand jour, au-delà du clivage entre les camps politiques traditionnels, des scissions au sein de la société, ce qui a effectivement constitué le moteur pour bousculer des positions politiques figées depuis cinquante ans.

Dans une première partie de ce texte, nous essaierons de survoler les résultats électoraux et d'en proposer une lecture, en nous appuyant sur des commentaires politiques issus des principaux journaux japonais.

Cette élection laisse présager aussi un glissement significatif du régime dans le mode d'articulation entre la politique et l'économie. Pour comprendre le mouvement actuel, il faut tout d'abord rappeler la nature de régime politico-économique qui s'est imposé depuis la fin de seconde guerre mondiale. Ce sera l'objet de la deuxième partie.

Partant de là, nous pourrions pointer les difficultés liées à l'arbitrage entre intérêt général et accommodements locaux au sein de l'Etat extrêmement compartimenté, dû à la nature du « corporatisme » mis en place et ses conséquences sur la - difficile - maîtrise des finances publiques durant les années de crise.

Nous verrons enfin comment les enjeux économiques et politiques s'articulent, dans une nouvelle conjoncture où le Japon doit s'orienter - la société vieillissante l'oblige - vers « l'Etat-providence » plutôt que vers le régime néolibéral.

I – Analyse des résultats de votes du 11 Septembre 2005 en chambre basse

Le premier ministre Koizumi a remporté une victoire écrasante à la dernière élection de la chambre basse (Assemblée nationale) tenue du 11 septembre 2005, en obtenant 296 sièges sur 480. Le PLD dont il est issu contrôle désormais plus des deux tiers de la chambre avec son allié Komieto (parti bouddhiste) ; cette majorité absolue ouvre théoriquement la voie à une possibilité de révision de la Constitution, s'il en a la volonté.

I-1 Stratégies électorales

Ce succès est d'abord mécanique, dans la mesure où le système électoral en vigueur depuis 1994, qui combine « le scrutin uninominal à un siège et le scrutin à représentation proportionnelle partielle », a un effet amplificateur ; il tend à créer un phénomène de « raz-de-marée », sans faire basculer à grande échelle des voix électorales. D'ailleurs, le nombre de voix du PLD s'élève à 32,5 millions contre 24,8 millions de voix pour le PD, son premier rival qui n'a obtenu que 113 sièges. Autrement dit, le PD a perdu 64 sièges - de 177 en 2003 à 113 sièges en 2005 -, en ne perdant que 6,4 % des voix, alors que le PLD a gagné 59 sièges - de 237 en 2003 à 296 sièges -, en obtenant seulement 3,2% de voix de plus.

Tableau I - Résultats électoraux de trois dernières élections en chambre basse

Année de l'élection	Circonscription à un siège (Nbre de sièges)			Bloc à représentation proportionnelle									Total (Nbre de sièges)		
	2000	2003	2005	2000			2003			2005			2000	2003	2005
				Nbre de sièges	% en voix		Nbre de sièges	% en voix		Nbre de sièges	% en voix				
PLD (Parti libéral-démocrate)	177	168	219	56	28,3%		69	35,0%		77	38,2%		233	237	296
Komei (Parti bouddhiste)	7	9	8	24	13,0%		25	14,8%		23	13,3%		31	34	31
PD (Parti démocrate)	80	105	52	47	25,2%		72	37,4%		61	31,0%		127	177	113
PCJ (Parti communiste)	0	0	0	20	11,2%		9	7,8%		9	7,3%		20	9	9
PSD (Parti social-démocrate)	4	1	1	15	9,4%		5	5,1%		6	5,5%		19	6	7
Autres (non-affiliés etc.)	32	17	20	18	11,0%		0	0%		4	4,7%		50	17	24
Total	300	300	300	180	100%		180	100%		180	100%		480	480	480

Source: Kabashima Ikuo, <http://politics.j.u-tokyo.ac.jp>

Qualifiée de « révolutionnaire », cette victoire électorale se base aussi sur une recomposition du corps électoral. Elle souligne à plusieurs titres des changements profonds intervenus depuis une quinzaine d'années au niveau du « marché politique » dans ce pays. Ceci malgré le fait que le vieux parti PLD conserve, soit seul, soit en coalition avec d'autres partis, son hégémonie politique depuis un demi-siècle ;

M. koizumi a décidé de dissoudre la chambre basse, à la suite du refus par l'opposition et d'une partie de ses propres partisans de la chambre haute (Sénat), d'entériner la loi de privatisation de la Poste japonaise. Il n'a pas consulté les états-majors de son parti PLD. C'est

une première élection déclenchée par la volonté du premier ministre sans concertation avec le parti, donc sans stratégie électorale collective.

M. Koizumi a réussi à focaliser tous les débats électoraux sur une seule issue, la privatisation de la Poste, qui a révélé symboliquement des divisions de la société japonaise. Il a obligé les opposants internes ainsi que les partis d'opposition à se prononcer sans détour sur le sujet, en refusant la discussion sur les résultats de sa propre politique antérieure. C'était en quelque sorte un « référendum », procédure reconnue par la Constitution mais qui n'a jamais eu lieu au niveau national.

Sur le plan tactique, M. Koizumi a beaucoup innové; il a mis les opposants internes au pilori par des manœuvres électorales inouïes (leur radiation de la liste officielle des candidatures, parachutage de jeunes candidats dans la circonscription où les opposants internes se représentaient etc.) et par la manipulation médiatique (slogan ; A bas le PLD !). Il s'est comporté comme s'il allait transformer de l'intérieur son vieux parti dominé jusque là par les caciques, en injectant une idéologie à contenu nouveau ainsi que des candidats avec de nouveaux profils, ce qui a suscité un « populisme » sans précédent.

I-2 Caractéristiques des votes électoraux

Ainsi, M. Koizumi est parvenu à enthousiasmer le corps électoral et à le mobiliser en sa faveur durant cinq semaines. Les résultats électoraux sont là pour témoigner de la justesse de ses points de vue.

- Le taux de participation, en déclin continu depuis une quinzaine d'années, a remonté fortement ; il est passé de 59,9% à 67,5% entre 2003 et 2005. En particulier, les jeunes sont retournés massivement aux urnes. Même si cette hausse générale de la participation n'a pas d'effets directs mesurables sur la victoire du PLD, la mobilisation plus forte des jeunes électeurs urbains a clairement fait pencher la balance en sa faveur.

- L'électorat flottant, qui n'est pas fidèle à un parti, représente de l'ordre de 40 à 45% de la population électorale. Composé plutôt des jeunes électeurs, il vote habituellement pour l'opposition, en particulier pour le PD. En 2003, la moitié d'entre eux ont voté pour le PD, ce qui a permis à ce dernier de faire un bond, en obtenant 177 sièges. En 2005, il est estimé qu'un peu moins de 50% ont voté pour le PLD et seulement 25% en faveur du PD. Ce basculement a départagé définitivement le sort des deux partis politiques.

- Les zones rurales constituaient traditionnellement le bastion électoral du PLD, alors que les zones urbaines lui restaient plutôt hostiles. Par contre, le PD et d'autres partis s'appuyaient nettement sur l'électorat urbain. Ce paysage électoral a connu un changement drastique en 2005, comme le montre le tableau II. Dans les zones urbaines, les voix en faveur du PLD ont augmenté massivement. Il a obtenu dans les villes 74 sièges contre 31 sièges en 2003, alors que son rival PD a perdu 44 sièges, en passant de 60 à 16 sièges.

Tableau II – Evolution des voix portées sur le PLD lors des élections de la chambre basse (circonscription à zone proportionnelle) en fonction de la zone d'habitat

	<i>Zone rurale</i>	<i>Zone périurbaine</i>	<i>Zone urbaine</i>
<i>Election 2000</i>	35,8%	28,8%	21,2%
<i>Election 2003</i>	40,0%	34,6%	30,9%
<i>Election 2005</i>	38,7%	37,3%	38,6%

Source: Kabashima Ikuo, op.cit

Nota : Les trois types de zones sont issus de la division par trois de 300 circonscriptions mises en ordre croissant de la densité de la population électorale.

- Le fait nouveau est que le PLD a renouvelé radicalement ses députés, en conformité avec la mobilisation du corps électoral citoyen. En effet, le PLD a fait élire 86 jeunes députés « novices », qui ont été recrutés par voie de l'audition publique ou par voie de la nomination - cooptation- directe par le premier ministre qui est le chef du PLD. En particulier, vingt-huit d'entre eux ont été parachutés dans les circonscriptions où les opposants internes se sont présentés et ils ont tous gagné leurs scrutins, sauf pour l'un d'entre eux. Issus de la société civile ou de la bureaucratie d'Etat, ces nouveaux élus sont jeunes - par rapport à la norme habituelle - et souvent dotés d'une forte expertise dans leur domaine professionnel respectif. En revanche, ils ont peu d'expérience du jeu politique et sont encore peu insérés dans les tissus électoraux traditionnels.

L'ensemble de ces éléments a contribué de façon concordante à une écrasante victoire électorale de M. Koizumi. Le raz-de-marée du corps électoral urbain a produit un séisme politique dans un Japon où les campagnes et les minorités « agissantes » - divers groupes d'intérêt - ont toujours eu leur dernier mot face à la majorité anonyme du salariat urbain. Cependant, il faut bien reconnaître que cette majorité demeure relativement fragile, malgré les apparences, pour deux raisons : d'une part, elle résulte du glissement sans précédent de l'électorat jeune, urbain et « apolitique » qui ne s'identifie pas forcément à un parti politique ; et d'autre part, nombre de nouveaux députés du PLD n'ont pas d'assise électorale solide. Si le gouvernement Koizumi et ses successeurs ne parviennent pas à afficher des résultats concrets sur le plan des réformes structurelles, cette majorité risque d'être violemment balayée de la scène politique dans les trois ans. Le retour du balancier sera d'autant plus brutal pour le PLD.

II – Construction historique de l'économie politique au Japon

Avant d'analyser la configuration actuelle des modalités d'articulation entre la politique et l'économie, un petit détour historique s'impose sur la nature du régime politico-économique que le capitalisme japonais a façonné au cours des années de son rapide développement.

II-1 Développement et pouvoir politique pendant le rattrapage économique

L'économie politique japonaise a été longtemps considérée sous l'angle d'une collusion entre politiciens, technocrates (hauts fonctionnaires) et grands industriels au sein de l'Etat « développeur » (Johnson 1982) qui avait comme but ultime de propulser son capitalisme sur la scène mondiale, en faisant avancer le salariat -et syndicats- à marche forcée, voire parfois en ignorant les attentes de la société. Cet Etat « développeur », moins caricatural, a effectivement existé jusqu'à la fin des années cinquante où le Japon a dû se relever de ses cendres après la défaite de la seconde guerre mondiale, en reconstruisant ses infrastructures industrielles (charbonnage, sidérurgie, pétrochimie etc.). Les mouvements radicaux de rationalisation qu'il a promus - construction des combinats industriels par exemple - se sont heurtés à une forte résistance non seulement des syndicats ouvriers mais aussi des habitants locaux, agriculteurs ou pêcheurs etc. Divers conflits, parfois extrêmement durs, ont éclaté aussi bien dans l'espace du travail que dans les milieux ruraux (Fujita and Shioda 1962).

Au cours de cette première période de reconstruction, émaillée par des tensions sociales, l'Etat a dû affronter non seulement l'antagonisme entre le capital et le travail mais aussi à la réalité du dualisme économique entre le centre industriel et les périphéries rurale, artisanale ou non-salariée (commerçants urbains). Compte tenu du contexte de l'époque -notamment la guerre froide-, l'Etat a été amené très tôt, pour stabiliser la société, à concilier l'impératif

industriel avec certaines aspirations sociales et surtout à mener une politique de « compensation » face à des parties de la population lésées par l'industrialisation rapide, en particulier la paysannerie, les habitants des régions éloignées du centre urbain. Il ne pouvait pas non plus ignorer une idéologie du développement basée sur « l'égalitarisme primaire », conformément à l'interprétation de la « démocratie » américaine, colportée par les partis d'opposition et l'intelligentsia et qui était largement partagée dans la société (Maruyama 1964).

Cette perception de la réalité économique a coïncidé avec l'avènement du PLD en 1955 comme une grande coalition des partis politiques dotée de sensibilités très variées allant du conservatisme au centre-gauche en passant par les militants coopératifs. Dès le départ, le PLD a eu un caractère hétérogène composé d'intérêts multiples, et donc sa gestion a dû s'appuyer sur l'équilibrage - délicat - de factions internes.

En même temps que le gouvernement Ikeda a promulgué, au début des années 60, la politique de « doublement du revenu », un développement plus endogène de l'économie basé sur l'exportation s'est mis en place, ce qui a donné naissance, en dehors du contrôle étatique, à l'industrie automobile, la machine-outil ou l'électronique, fleurons de l'industrie japonaise de la haute croissance économique. Durant une douzaine d'années qui ont suivi, caractérisées par un taux annuel de croissance de 10 % en moyenne, l'Etat désormais contrôlé par le PLD s'est transformé en Etat « régulateur », s'occupant plutôt de la répartition des fruits de la croissance que du renforcement de la puissance industrielle. Certes l'Etat, en particulier le MITI (ministère de l'industrie et du commerce extérieur), a accompagné le développement industriel et technologique dans certains secteurs, mais il n'en a pas été le moteur principal (Gao 1997). Ce n'était pas l'Etat « colbertiste » comme en France. Après les deux chocs pétroliers, le capitalisme japonais s'est propulsé devant la scène mondiale, en s'affranchissant progressivement du cadre de l'Etat-nation. La collusion entre politiciens, technocrates et grands industriels, si elle subsistait localement, a été traversée par des dissensions fortes entre les secteurs à exportation, les secteurs domestiques ou les secteurs plus ou moins parapublics (énergie, électricité, télécoms etc.).

Il va sans dire que l'Etat continuait aussi à affronter les effets négatifs d'une croissance rapide : exode rural massif, pollution, manque de logement, persistance de poche de pauvreté rurale, menaces de concurrence « déloyale » dans des métiers traditionnels etc. Le PLD s'est occupé de ces problèmes sociaux, en développant un « clientélisme » extrêmement sophistiqué composé de deux éléments : « captation » des ressources publiques au profit de certaines circonscriptions électorales ; création des rentes de situation pour des groupes d'intérêt particuliers (Caciagli et Kawata 2001).

Cette stratégie politique a eu pour effet d'enfermer la gauche, notamment le PSJ (parti socialiste), plus idéaliste que réaliste, dans une défensive idéologique. Cantonné à une base électorale étroite constituée des syndicats de fonctionnaires (agents d'Etat, agents territoriaux, cheminots, enseignants etc.) et d'une partie du salariat dans l'industrie lourde (sidérurgie, chimie etc.), le PSJ n'a jamais pu réaliser une alternance politique, tout en se maintenant au niveau de 20-25% des sièges parlementaires. Même s'il a réussi, à des moments forts de la contestation citoyenne (pollution, traité de sécurité nippo-américain etc.) à gouverner les grandes villes (Tokyo, Yokohama etc.), il n'a pas représenté une véritable force alternative. Quelques propositions réformistes issues de la confrontation sociale ont été parfois absorbées et fondues dans les politiques des gouvernements successifs, ce qui montre qu'ils ont été parfaitement intégrés comme représentants d'intérêts corporatifs dans le système politico-économique érigé par le PLD.

Cependant, il faut souligner que les syndicats ont acquis leur propre représentation de deux manières : chaque fédération (sidérurgie, électrique, chemin de fer etc.) avait ses propres députés qui en étaient issus, de sorte que les deux tiers des députés socialistes étaient des anciens syndicalistes. Ce modèle était donc proche du trade-unionisme anglais ; Depuis le

début des années 70, le gouvernement a établi le *sanrokon*, organe consultatif tripartite, patronat, syndicats et gouvernement, qui avait pour mission de se concerter tous les mois sur les politiques économiques du gouvernement (Nohara 1990).

II-2 Construction des canaux de distribution des fruits de croissance

Issus de ce processus politique, deux canaux institutionnels de (re)distribution des fruits de la croissance se sont alors mis en place ;

- Le premier canal se base sur la fonction centrale du *shunto* - lutte salariale du printemps mobilisant jusque 12 millions de salariés syndiqués - organisé chaque année par les confédérations syndicales. Elle correspond à une réactualisation annuelle et concertée des salaires, au début de la nouvelle année fiscale (budget d'Etat, comptes d'entreprise etc.). Les secteurs les plus productifs et les plus fortement syndiqués, tels l'électronique ou la métallurgie, débudent leur négociation salariale, en fixant un référent salarial (Shirai 1983). Ce référent se propage à des zones non-syndiquées par l'effet-imitation (spill-over) ou par l'effet-actualisation des salaires minimums qui y sont pratiquement indexés. *Shunto* a aussi des retombées sur les mécanismes institutionnels de formation des prix et revenus. Les agents d'Etat et les salariés de l'entreprise publique voient leurs salaires augmenter par une recommandation gouvernementale qui respecte les résultats de *shunto*. Egalement, le prix de riz, administrativement contrôlé par l'Etat, est déterminé par rapport au *shunto*, ce qui a des répercussions directes sur le revenu de paysans. Ou encore les tarifs médicaux, qui influent sur les revenus des professionnels de la santé, sont indexés sur les résultats de *shunto*. Ainsi, ce mouvement déborde largement le cadre de la fixation des salaires, pour harmoniser les pouvoirs d'achat des différents groupes sociaux.

- Le second canal est beaucoup moins visible, puisque la (re)distribution se fait sur la base de la défense des intérêts particuliers à travers les réseaux politiques du PLD. Ce système traduit, d'une façon générale, le transfert des ressources du salariat urbain vers le non-salariat rural ou urbain. En effet, le PLD développe, à côté du système de sécurité sociale (couverture santé, assurance-vieillesse etc.) qui couvre les besoins universels fondamentaux¹, des dispositifs d'Etat qui ont pour but de répondre à des intérêts corporatistes en contrepartie de votes électoraux en sa faveur (Calder 1988). Ces dispositifs incluent une large palette de mesures :

i) La subvention à l'agriculture et aux zones rurales qui sont des bastions électoraux pour les députés du PLD, à travers surtout la multiplication de travaux publics (construction de ponts, barrages, tunnels, routes, autoroutes, ports maritimes, aéroports) dans les zones reculées au nom de l'aménagement « harmonieux » du territoire.

ii) La mise en place d'organismes de crédits ou de mutualité destinés à financer à des taux préférentiels les artisans, les petits commerçants et les PME.

iii) La réglementation des activités économiques² : limitation d'implantation de la grande distribution - loi Royer japonaise - pour protéger les commerçants de quartiers ; licences exclusives de la distribution pharmaceutique, de la vente des produits d'alcool, du tabac, de l'essence etc., afin de garantir les monopoles locaux.

iv) Les exonérations implicites conséquentes des impôts et taxes qui sont ciblées sur les PME et les métiers indépendants³.

¹ Ce transfert dit social au Japon - un peu moins de 20% par rapport au PIB - dépasse les niveaux de ceux des pays anglo-saxons, mais restent inférieurs à ceux des pays européens continentaux.

² Ces réglementations ont été levées successivement depuis le milieu des années 90 dans le cadre des réformes structurelles.

³ Plus de 80% des PME, déclarées déficitaires, ne payent pas d'impôt sur la société. Alors que les salariés se voient prélevés leurs impôts à la source, les indépendants passent par le système de déclaration individuelle.

Quoi qu'apparemment économiques, ces dispositifs étaient considérés idéologiquement par le PLD comme des mesures de politique sociale par rapport aux « socialement faibles », au même titre que diverses assurances sociales. Une telle politique a eu comme conséquence à la fois de conserver longtemps une importante population active non-salariée et de préserver⁴ les secteurs abrités et non-productifs, par-là même de disposer d'un énorme réservoir d'emploi.

En tout cas, ces deux mécanismes de (re)distribution sont parvenus à contrer les effets dévastateurs d'une expansion économique rapide, souvent producteurs de fortes inégalités sociales⁵. Le Japon a ainsi connu une baisse des inégalités des revenus de ménage jusqu'au milieu des années 80 (Tachibanaki 2005). Sans toutefois atteindre le niveau scandinave, il a réalisé une des sociétés « égalitaires » tout à fait comparables à des pays européens continentaux de grande démocratie. Les mécanismes de (re)distribution ont fonctionné pour protéger les couches sociales « les plus éloignées » de la dynamique économique - victimes potentielles de l'expansion -, pour atteindre un certain niveau d'équité sociale, si bien que presque 80% des foyers croyaient subjectivement appartenir à la classe moyenne. Soutenu par le PLD, le capitalisme japonais a façonné une forme « souterraine » de social-démocratie, sans se doter ni d'idéologie politique moderniste, ni de bipartisme ni d'alternance politique ou encore sans recourir aux transferts sociaux massifs, contrairement à la plupart des pays occidentaux.

II-3 Emergence de l'Etat « corporatiste »

L'Etat est devenu alors le lieu de confrontation entre les différents groupes sociaux ou les intérêts locaux, relayés non seulement par les réseaux politiques du PLD mais aussi implicitement par les partis d'opposition. Parallèlement, les appareils d'Etat ont commencé à se compartimenter, selon les domaines de compétence ministérielle, par une micro-collusion entre un intérêt particulier, une administration et une « tribu »⁶ de députés au sein du PLD. Ces orientations amorcées depuis l'ère Tanaka⁷ des années 1970 et se sont renforcées dans les années 1980, ce qui a eu pour effet majeur de dessaisir la bureaucratie étatique et le PLD de leur capacité d'arbitrage entre intérêt général et accommodements locaux (Sato and Matsuzaki 1986).

Cet Etat « corporatiste » (Pempel and Tsunekawa 1979, Kume 2000, Bouissou et Pombeni 2001)⁸ a pu survivre, tant que la croissance économique permettait, via les impôts et l'épargne constituée par les dépôts individuels à la Poste, de mener des politiques de « compensation » au bénéfice des secteurs abrités et non-compétitifs. Le PLD a pu ainsi rester au pouvoir, malgré de nombreux soubresauts électoraux, tant que l'électorat salarié urbain

⁴ La part des travailleurs non-salariés (indépendants et aides familiaux) sur la population active totale représentait successivement 56,5% en 1955, 46,1% en 1960, 35,7% en 1970, 28,7% en 1980, 22,6% en 1990 et 19,5% en 1995, selon le recensement national de la population. Eu égard à la norme européenne, le taux de salariat restait - et demeure encore - comparativement faible.

⁵ Cette forme de développement contraste avec ce qui se passe actuellement en Chine : elle connaît un élargissement de l'inégalité économique et un éclatement des classes sociales.

⁶ Traduction littérale du mot japonais « zokuguiin », une « tribu » de députés, correspond à un groupe des parlementaires développant une expertise sur un domaine donné (construction des routes, retraite, subvention agricole etc.) et qui exercent un pouvoir décisif au sein du parlement. Les hauts fonctionnaires d'un ministère ont besoin de leur support, pour passer des lois dans un champ précis.

⁷ Autodidacte et entrepreneur de bâtiment, M. Tanaka est arrivé à la tête du PLD, puis à la fonction de premier ministre au début des années 70. Il a bouleversé la culture du PLD, dominé jusque là par les politiciens-élite issus de l'Université de Tokyo et des cabinets ministériels, en introduisant les jeux de pouvoir fondés sur la puissance des fonds électoraux. Destitué lors d'une affaire du pot-de-vin, il a néanmoins conservé son influence politique jusqu'au milieu des années 80, en renforçant la culture du clientélisme électoral.

⁸ Bouissou et Pombeni qualifient ce régime de « partitocratie redistributive régulée », alors que les trois autres auteurs utilisent le concept de « néo-corporatisme ».

acceptait, du moins silencieusement, la distorsion des prix - agricoles et des services - qui résultait de cette forme de redistribution (Inagami 1989).

III - La morphologie du pouvoir dans la social-démocratie souterraine et ses incidences économiques sur la crise

III-1 Gouvernance et processus de décision politique

A la veille de la crise qui a éclaté au début des années 1990, la gouvernance de l'Etat japonais s'appuyait sur ce que Aoki (1993) a qualifié de « bureaupluralism », c'est-à-dire le « compartimentage »⁹ des pouvoirs administrativo-legislatifs par la conjonction de l'autonomie - relative - des compétences ministérielles et de la « tribu » de politiciens qui, spécialisés dans un domaine administratif précis, colportent l'intérêt particulier. A l'époque, ce régime politique avait déjà été paralysé par trois événements: la confrontation exacerbée des différents intérêts ministériels due à la diminution des ressources d'Etat ; le dysfonctionnement des systèmes financiers ; la pression américaine sur les réformes structurelles de l'économie japonaise et surtout pour l'ouverture des marchés intérieurs japonais aux produits importés. Ces trois éléments ont fortement déstabilisé le processus de prise de décision politique (Tanaka 2000).

Cette paralysie n'a fait qu'amplifier le flottement des décisions politiques, face à l'éclatement de la bulle spéculative et au nécessaire assainissement des dettes accumulées dans le système financier. Ni le PLD hétérogène - composé de factions - ni l'Etat compartimenté ne se sont montrés capables de prendre des décisions drastiques, comme d'autres pays occidentaux, par exemple, les USA ou la Suède l'ont fait lors de leurs crises financières, envers les banques défaillantes. Contrairement au mythe - tenace - de l'unicité du système de gouvernement (pouvoir absolu de la bureaucratie japonaise et hégémonie politique du PLD), le Japon ne disposait plus du mécanisme d'arbitrage ultime, puisque la politique économique n'était que l'addition de décisions locales prises en parallèle par des mini-coalitions entre les technocrates et une certaine « tribu » de politiciens (Tanaka 2001). Tous les programmes de réformes envisagés par les gouvernements successifs se sont heurtés à l'incapacité des acteurs à créer une coordination globale face à la nouvelle situation économique, chacun étant arc-bouté sur ses acquis ou ses rentes de situation politiques.

III-2 Relances par les travaux publics comme compromis

Ainsi, les longs errements du pilotage économique (Bertoldi 2002) ont commencé, parallèlement à la déstabilisation interne du PLD¹⁰. Le seul compromis politico-administratif acceptable pour tous était alors la relance de l'économie par les fonds publics à travers les canaux traditionnels. Les gouvernements successifs ont entrepris onze plans de relance « keynésienne » en quinze ans, en adoptant chaque fois des budgets d'Etat extrêmement expansionnistes basés sur les bons du Trésor. Ces mesures ont fait gonfler d'année en année la dette publique à tel point qu'elle a atteint la somme de 856 trillions de yens¹¹, équivalente à 170,7% de PIB en 2003 (ESRI 2005). Cette dette publique, presque trois fois supérieure à celle de la France en pourcentage du PIB, constitue un sérieux handicap, même s'il y a encore un vif débat sur son ampleur réelle entre les keynésiens et les libéraux. Ces derniers prédisent la

⁹ L'une des causes en est que les hauts fonctionnaires au Japon connaissent la carrière strictement limitée à un ministère, par-là s'intéressent aux intérêts étroits du ministère, puisque son avancement dans la hiérarchie - et éventuellement son « pantouflage » - dépend de la contribution qu'il lui aura rendue. Cela développe une sorte de patriotisme ministériel et rend exacerbés les conflits du territoire entre les ministères.

¹⁰ Le PLD perd les élections de juillet 1993 à cause de sa scission et laisse place à une coalition hétérogène de petits partis. Treize mois après, il revient au pouvoir en formant une coalition avec le parti socialiste. Même s'il recouvre une majorité parlementaire en 1996, le PLD se trouve dans une situation de dissension interne forte entre les factions. Il se maintient au pouvoir, grâce à la coalition avec le parti bouddhiste.

¹¹ La valeur de change de 100 yens contre la monnaie européenne a oscillé entre 0,71 et 1,0 euros depuis 5 ans.

faillite imminente de l'Etat japonais, alors que les premiers arguent qu'en réalité, la dette publique « nette » représente seulement 74,3% de PIB, l'Etat japonais possédant un énorme avoir financier¹² - les divers patrimoines immobiliers ou autres non-inclus - correspondant à 484 trillions de yens, soit plus de la moitié de la dette. Selon le courant keynésien auquel adhère une part non-négligeable des politiciens du PLD, l'état actuel de dette publique, un peu plus élevée que la moyenne européenne mais entièrement financée par l'épargne intérieure, laisserait encore une marge de manœuvre dans la politique budgétaire de l'Etat (Kikuchi 2005).

Cet abus dans l'usage des finances publiques vient de la nature profonde de la social-démocratie souterraine. Dans les relances keynésiennes, les dépenses supplémentaires ont été certes dirigées vers les divers domaines allant de l'aide à la création d'entreprise vers les « millenium projets » (développement de la biotechnologie) ou le projet E-Japan (Japon maillé des réseaux d'Internet à haut débit), en passant par la multiplication des crèches pour aider les femmes au travail. Mais leur part essentielle, ciblée sur des zones rurales, fiefs électoraux des députés du PLD, ont porté sur les travaux publics de toutes sortes (irrigation des champs, aménagement par béton des ports ou rivières, construction des routes secondaires, conservation des forêts etc.). Ainsi, les actifs travaillant dans le secteur du bâtiment et des travaux publics représentaient, au milieu des années 90, plus de 10 % de la population active totale au Japon, contre 6 à 7 % dans les pays comme la France, la Grande Bretagne ou encore l'Allemagne (ILO, 2002). Ce différentiel de 3 ou 4 % - à comparer avec les différentiels des taux de chômage - montre la force des relances par les travaux publics, pour créer des emplois.

Ces flux de fonds publics permettaient alors à des pans entiers de certaines régions de conserver des emplois dans les chantiers de construction/travaux publics, de minimiser le chômage et de faire vivre l'économie locale. Ce type de relation de dépendance entre élus et habitants de certaines circonscriptions a contribué à cimenter les liens de clientélisme électoral. Ainsi, le PLD a continué, durant la décennie 90, à favoriser les couches sociales « vieillissantes » au nom de la protection des « plus démunis ».

Ce mouvement a fini cependant par déboucher sur la rétraction de l'assise électorale du PLD. D'une part, sa population électorale était en voie de rétrécissement (voir la note 4 en bas de page) et d'autre part, l'opacité de mécanisme de (re)distribution tendait à mécontenter le salariat urbain dans un contexte général de diminution des ressources disponibles. Ce mécontentement est devenu d'autant plus aigu que le premier canal de distribution légitime et visible, la lutte salariale de printemps *shunto* ne remplissait plus du tout son rôle de diffuseur d'un référent salarial. Les grandes entreprises mettaient les syndicats devant un choix douloureux entre emploi et baisse du salaire. Depuis le milieu des années 90, les niveaux de salaires nominaux ne cessaient de baisser dans une conjoncture déflationniste. En parallèle, l'inégalité des revenus, d'abord amplifiée par la spéculation immobilière au cours de la décennie 1980, a connu un approfondissement accéléré tout au long des années 1990 notamment chez les salariés (Tachibanaki 2005), ce qui a commencé à ébranler le mythe de la société « égalitaire », sans toutefois produire la fracture sociale. D'ailleurs, les élections de 2000 et 2003 ont donné l'impression de consacrer ce divorce entre le PLD et les divers groupes sociaux urbains, permettant, à un moment donné, de faire espérer au PD une alternance politique.

III-3 Dérives des Finances Publiques durant les années de crise

Du point de vue du fonctionnement de l'Etat, il y a aussi des éléments qui favorisent une telle dérive des finances publiques. La gestion des comptes d'Etat et l'existence des agences intermédiaires entre les sphères publique et privée ainsi que la Poste comme institution financière publique sont en cause :

¹² La majeure partie de cet avoir financier correspond à une réserve en devises étrangères et un fonds de réserve pour la sécurité sociale, notamment la retraite que l'Etat a constitués au fil du temps.

Système de budgets de l'Etat

- Les comptes d'Etat japonais se composent des comptes généraux et comptes spéciaux. Les comptes généraux - assis sur les impôts et taxes- correspondent au budget/dépense que l'Etat exécute dans le cadre normal de son fonctionnement. Ce budget dit général, qui fait l'objet de la loi de finances au parlement, s'élève à 82,1 trillions de yens en 2005, résultant pour l'essentiel des impôts pour 44 trillions de yens et des bons du Trésor pour 34 trillions de yens, selon le rapport trimestriel de ESRI (ESRI 2005). Par ailleurs, il y a 31 comptes spéciaux qui forment le *deuxième budget*. Le problème structurel est que ce *second budget*, seulement contrôlé a posteriori par le parlement, représente 207,4 trillions de yens, c'est-à-dire deux fois et demi plus que le budget général. Ces *comptes spéciaux* correspondent en partie aux comptes sociaux qui gèrent les assurances sociales (chômage, retraite etc.) ou différentes mutualités, mais aussi incluent les divers comptes supportant directement de nombreux travaux publics. En particulier, le compte « route » doit impérativement correspondre aux dépenses « construction des routes », ses ressources provenant aussi bien de la taxe sur l'essence (5,7 trillions de yens par an) que des taxes sur l'achat automobile (9 trillions de yens par an). L'Etat prélève aussi une part de taxe spéciale sur l'électricité en vue de construire les barrages ou une taxe spéciale sur le kérosène pour aménager les aéroports etc. Ces comptes spéciaux, où les recettes des taxes - ou cotisations - sont réservées à un objectif précis, tendent à être la source du gaspillage budgétaire, d'autant qu'ils sont gérés, de façon autonome, par chaque ministère compétent. Ainsi, ils font le lit des abus politiques, puisqu'ils catalysent souvent la micro-collusion entre une technocratie et une « tribu » de politiciens qui deviennent experts dans les « maquis » réglementaires.

Par exemple, le plan de construction routière, basé sur une ressource autonome et géré par le ministère de la Construction, se décide en concertation entre une « tribu » de députés spécialisés et les fonctionnaires et s'exécute, via les agences de routes (*doro-kodan*) sous l'égide du ministère, indépendamment des besoins réels de la société et sans concertation avec d'autres ministères. Ces flux financiers réguliers vont prioritairement aux fiefs électoraux de ces politiciens, en transitant par les constructeurs attitrés¹³. Jusqu'au milieu des années 90, le compte spécial « gestion des denrées de base (riz) », géré étroitement par le ministère de l'Agriculture et une « tribu-agricole » de députés, permettait d'acheter toute la production de riz par une massive subvention, pour soutenir le prix du riz, donc garantir le revenu des paysans. Après l'énorme déficit des années 80, ce compte a été réformé, mais les Japonais continuent à payer le prix du riz six fois plus cher que les prix mondiaux. Ces quelques cas illustrent bien comment le clientélisme électoral et la micro-collusion se développent sur le terrain du *second budget* opaque et très mal contrôlé, alors que le *premier budget* d'Etat enregistre bon an mal an plus de 5 % de déficit par rapport au PIB.

Agences d'intermédiation des politiques publiques

- L'Etat japonais s'entoure de nombreuses agences intermédiaires qui se situent à l'intersection entre l'Administration centrale et le secteur marchand. Ces agences, spécialisées dans chaque domaine et gérées par le ministère de tutelle, ont pour mission de traduire les politiques arrêtées au niveau central en dispositifs concrets et d'exécuter les budgets alloués. De ce fait, les agences jouent un rôle de pivot entre les finances publiques et les activités marchandes. Leur nombre s'élève à quelques 7200 agences qui incluent les régies nationales (autoroute, énergies, logement, transports etc.), une centaine d'agences administratives autonomes (*dokuritsu gyouseihoin*), huit organismes gouvernementaux de crédit et 7000 sociétés à intérêt public (*koeki hojin*). Ces agences emploient quelque 700 000 personnes contre 330 000 fonctionnaires dans les administrations centrales de l'Etat. Chaque agence réserve des

¹³ Ces constructeurs en retour fournissent légalement des fonds politiques au PLD ou des fonds électoraux plus officieusement à la caisse locale des candidats (Sasaki 1999). Ce type de circuit financier existe entre chaque faction du PLD et le groupe d'intérêt ou entre les partis d'opposition et les syndicats ou groupes de pression.

postes aux hauts fonctionnaires du ministère de tutelle, pour qu'ils puissent faire du « pantouflage » après leur retraite entre 55 et 60 ans. Compte tenu de ce type de relations, il est difficile de supprimer ces agences qui avaient été instituées pourtant pour un objectif précis et limité dans le temps. Ainsi, au moment du rattrapage économique, de multiples agences avaient comme mission de construire l'infrastructure publique. Et nombre d'entre elles subsistent après la fin de leur mission.

Bien qu'elles jouent un rôle important dans l'intermédiation des politiques publiques, ces agences manifestent l'ambiguïté des relations entre la politique et l'administration et se caractérisent surtout par l'opacité de leurs comptes. Le gouvernement injecte chaque année une partie du budget dans ces agences, mais elles puisent aussi dans un énorme fonds constitué par les dépôts individuels à La Poste, afin de financer leurs mesures spécifiques, par la procédure dite « *zaiseitoyushi* - investissement financier et plan de crédit ». Le total des sommes ainsi empruntées par les agences administratives autonomes chaque année s'élève à presque 30 trillions de yens depuis le début des années 2000 et à 121 trillions de yens en cumulé (Somucho 2005).

En particulier, la régie des autoroutes et huit organismes de crédit sont actuellement sur la sellette : la première continue à s'endetter, pour construire les réseaux d'autoroute, sans se soucier de la rentabilité de ses investissements¹⁴ ; les seconds ont emprunté 130 trillions de yens auprès de la Poste et financent les domaines de logements sociaux, de l'agriculture et de la pêche, de l'infrastructure ferroviaire/électricité ou soutiennent à des taux bonifiés l'artisanat, les petits commerces, les collectivités locales etc. Certains d'entre eux ont la mission de consolider l'infrastructure sociale indispensable comme les logements sociaux. Toutefois, leur crédit total en cours, garanti par l'Etat, s'élève à presque 60% du PIB, taux le plus élevé des pays de l'OCDE (Banque du Japon 2004). Par delà la dette officielle de l'Etat (160% du PIB), le Japon peut risquer d'avoir des « créances douteuses » qui s'accumulent en dehors du contrôle du parlement, et donc à l'insu des électeurs.

La Poste et finances de l'Etat

- La Poste japonaise a, comme en France, un statut particulier dans le paysage financier. A côté de la distribution du courrier, elle mène deux activités financières qui renvoient l'une à la Caisse de dépôt et l'autre à l'assurance-vie. La première activité collecte et gère 240 trillions de yens et la seconde 110 trillions de yens en 2004, ce qui représente au total un quart des avoirs financiers des ménages estimés à 1400 trillions de yens (Banque du Japon 2004). Autrement dit, la puissance financière de la Poste reste sans comparaison avec les banques privées, les compagnies d'assurance ou les mutuelles¹⁵. Tout se passe comme si l'Etat ponctionnait une ressource très importante aux dépens des activités marchandes.

De plus, cette liquidité collectée par 25000 bureaux du réseau de la Poste est utilisée essentiellement, via le ministère de finances, pour deux choses : la première consiste à acheter des bons du Trésor, c'est-à-dire que les dépôts postaux financent directement la dette publique ; la seconde sert à financer les différentes agences administratives autonomes et huit organismes gouvernementaux de crédit mentionnés ci-dessus. En d'autres termes, l'Etat s'autofinance à des taux proches du zéro¹⁶, pour ne pas sombrer dans la faillite. Du fait même que la Poste est dans le giron de l'Etat, ce circuit financier reste hermétique¹⁷. Dans ces conditions, il est difficile de soumettre ce dernier à une discipline financière drastique. Outre le redressement des finances

¹⁴ La dette non-consolidée de la régie des autoroutes est estimée à 20 trillions de yens.

¹⁵ Cette puissance financière de la Poste a été politiquement voulue -et construite- par l'Etat et le PLD pour se doter d'un outil d'intervention dans l'économie, puisque 6300 bureaux de poste sur 25000 ont été créés entre 1965 et 1985 en vue principalement de collecter les dépôts individuels.

¹⁶ Autrement dit, les épargnants, se contentant du taux de rémunération du dépôt de moins de 0,5 %, financent le déficit de l'Etat.

¹⁷ Depuis le mars 2001, l'épargne postale doit transiter par le marché des titres, au lieu qu'elle est prêtée de gré à gré au ministère des finances, mais l'essentiel n'a pas changé.

publiques qui nécessite de rompre ce circuit financier, la fonction distributive de la Poste est également mise en question. Certains usages privilégiant les grands travaux publics apparaissent quelque peu improductifs, voire préjudiciables à l'économie, puisqu'ils détournent une liquidité considérable des secteurs économiques les plus dynamiques ou de la création de nouveaux secteurs.

Cette dimension financière de la Poste, étroitement imbriquée dans les finances de l'Etat, constitue de loin l'enjeu essentiel de sa privatisation. Cependant, si médiatisée au cours de la dernière élection législative, cette question n'a été abordée que par trois aspects : les coûts et avantages liés à la privatisation des services universels de distribution des courriers/colis ; la réalisation du « petit Etat », en privant 260000 postiers du statut de fonctionnaire ; la dénonciation de la connivence de la « tribu-postale » de politiciens du PLD avec la Poste. En fait, 57 députés du PLD, opposés à sa privatisation en chambres haute et basse, ont défendu le « droit acquis » des chefs de bureau postal. 18900 chefs de bureau de la Poste sur 25000 sont, pour des raisons historiques, des notables locaux en zone rurale qui « louent » leur terrain à la Poste en contrepartie du statut de fonctionnaire et de la transmission « quasi-héréditaire » de cette position. Ils forment l'un des réseaux les plus puissants et les plus efficaces pour le soutien électoral à certaines factions du PLD.

Conclusion ; d'une social-démocratie souterraine à la social-démocratie citoyenne

Le nouveau gouvernement Koizumi est confronté à une situation beaucoup plus difficile et délicate qu'il apparaît à première vue. La logique de « compensation » liée à la social-démocratie souterraine connaît clairement ses limites, menant les finances de l'Etat au bord de la faillite. M. Koizumi s'est dégagé en partie de ses limites politiques, en rejetant en dehors du PLD la faction la plus fidèle à l'ancienne logique ou « clientélisme électoral », ce qui a permis de revêtir le PLD d'un nouvel habit, en élargissant son électorat vers les vastes groupes sociaux urbains.

Maintenant que la privatisation de la Poste est acquise, il a affaire avec d'autres réformes d'Etat, telles que la décentralisation, la gouvernance des agences administratives autonomes, la clarification et la redéfinition des comptes d'Etat, le rôle des organismes publics de crédit, ainsi que les nouvelles mesures de transformation des fonctions de l'Etat (modification de la carrière des fonctionnaires, restauration du mécanisme de coordination etc.), afin d'atténuer, puis d'abattre le « bureaupluralisme ». Cette modernisation de l'Etat est un préalable à toute action de réforme économique ou fiscale. Les mécanismes anciens liés à la (re)distribution doivent être revus, corrigés, voire remplacés par des nouveaux (Tanaka 2001)¹⁸.

Compte tenu de l'état de finances publiques, il est urgent qu'il propose des choix clairs pour rationaliser les champs d'intervention de l'Etat et le financement public. De ce point de vue, le discours sur le « petit Etat » est un passage obligé vers l'équilibre - primaire au moins - du budget de l'Etat, et ensuite pour alléger le poids de la dette publique qui hypothèque sérieusement l'avenir des jeunes générations.

Cette stratégie de court terme doit être toutefois relayée par une stratégie de plus long terme. Car, il est prévisible que la pression des prélèvements obligatoires (impôts + cotisations sociales) va croître, au fur et à mesure que la population vieillit. Le système de retraite, malgré le recul progressif de l'âge de départ, ne résistera pas à la déformation démographique ; avec le niveau actuel de prestation, les recettes ne couvriront pas, dès l'an prochain, les dépenses. Avec le vieillissement de la population, le coût de la santé tend à exploser, d'autant que la gratuité des soins pour les gens âgés de plus de 75 ans était en vigueur jusqu'à récemment. Si on veut conserver la couverture universelle, il faut augmenter les cotisations ou baisser les coûts, donc

¹⁸ Malgré tout, ce mouvement est déjà en marche bien avant l'arrivée de Koizumi au pouvoir. M. Koizumi est en train de renforcer le mécanisme de coordination, en centralisant toutes les décisions politiques auprès du « conseil consultatif économique et financier » composé de dix membres, y compris le premier ministre.

entre autres les rémunérations des professions médicales qui sont aussi les supporters traditionnels du PLD. Si on réduit, conformément au souhait que l'électorat urbain semble exprimer, les dépenses publiques dans les travaux publics ou l'agriculture, on doit se demander comment faire face à la banalisation du chômage de longue durée et comment empêcher la désertification des campagnes ou rééquilibrer les développements inégaux des territoires. La nouvelle apparition des îlots de grande pauvreté urbaine (« sans domicile-fixe » ou « working poors »), due à la conjugaison de la déréglementation administrative, la restructuration industrielle et de l'éclatement de la famille, appelle également la mobilisation du « traitement social ». Par ailleurs, la politique familiale ou de natalité, traditionnellement absente au Japon, devient nécessaire, afin de répondre aux aspirations des femmes qui sont plus qu'indispensables pour revitaliser l'économie japonaise sans recourir à l'immigration massive. Ici, ce ne sont pas simplement de choix financiers d'affectation des ressources, mais bel et bien des choix de société dont il s'agit.

Contrairement au slogan « néolibéral » dominant, le Japon s'oriente, qu'on le veuille ou non, vers un modèle « d'Etat-providence » où les prestations sociales occuperont un haut niveau. Si on interprétait d'ailleurs les différentes « compensations » traditionnelles comme des formes déguisées de prestation sociale, alors le Japon serait déjà proche du modèle scandinave en ce qui concerne le volume du transfert. Il s'agit maintenant de faire expliciter la nature de ces transferts, de leur donner un sens d'équité conforme à l'actuelle société salariale et d'en contrôler le processus plus démocratiquement, tout en acceptant les nouvelles pressions fiscales et la nécessité de partager plus justement les coûts supplémentaires des prestations sociales entre les différentes générations ou entre producteurs et consommateurs.

Au-delà du gouvernement Koizumi¹⁹, le PLD doit engager sérieusement un débat sur ses choix et expliquer aux électeurs urbains les tenants et aboutissants de l'alourdissement des poids fiscaux et sociaux, faute de quoi, il risque de se voir balayer à la prochaine élection législative. Naturellement, les partis d'opposition ne regagneront la confiance des électeurs que s'ils expriment plus clairement leurs programmes face à ces prévisibles surcharges des prélèvements obligatoires. D'une certaine manière, pour le PD, c'est une période propice pour redéfinir sans démagogie ses options vis-à-vis de son électorat urbain, en particulier sur la redistribution intergénérationnelle, car cette issue constituera à coup sûr l'enjeu primordial dans une société rapidement vieillissante²⁰.

D'ici à trois ans, une série de réformes de l'Etat et un débat sur les choix de société seront engagés sous la responsabilité écrasante de la majorité actuelle. Pour la première fois, le contenu du « mandat » électoral entre les députés - notamment du PLD - et les électeurs urbains paraît assez clairement établi, contrairement au « clientélisme » ancien qui représentait un ambigu « don contre don ». De ce point de vue, les travaux parlementaires, surveillés de très près par les électeurs, seront menés avec plus de pressions ou plus de tensions créatrices, notamment pour les jeunes députés « novices ». Cette nouvelle perspective apparaît offrir un espace plus ouvert de jeux stratégiques pour la novation politique. Loin d'un immobilisme présumé, les conditions peuvent être réunies, pour que le Japon passe d'une social-démocratie informelle et opaque à une social-démocratie déclarée et citoyenne.

¹⁹ Il a confirmé sa volonté de quitter le poste de président du PLD, donc automatiquement le poste de premier ministre à l'automne 2006.

²⁰ Selon le cabinet du premier ministre, les générations nées avant et après l'année 1960 connaîtrons le sort radicalement différent sur le plan de l'équilibre cotisations/prestations des services sociaux. Alors que la génération d'avant-1960 bénéficie nettement du système actuel de sécurité sociale, toutes les générations plus jeunes risquent fort d'en être la victime, si le système actuel était maintenu. Politiquement, l'enjeu est de créer un certain consensus sur ce rééquilibrage intergénérationnel.

Le redémarrage de l'économie depuis deux ans et demi, qui laisse présager enfin la sortie du Japon de son état déflationniste (OCDE 2005), devra aider cet aggiornamento politique.

Références bibliographiques

- Aoki M., 1993 : Economie japonaise ; information, incitations et marchandages, Economica, Paris.
- Banque du Japon, 2005 : 2004nendo shikin junkan tokei [Bilan du circuit financier 2004], Tokyo.
- Bertoldi M., 2002 : Chronique d'une décennie de politique économique : exemplarité du Japon, in : l'année de la régulation, N° 6, Presse de science po, Paris.
- Bouissou J-M., Pombeni P., 2001 : deux « partitocraties redistributives régulées », in : Revue française de science politique, N°4, Vol.51, Presse de science po, Paris.
- Calder K., 1988: Crisis and Compensation; Public policy and political stability in Japan, 1949-1986, Princeton University Press.
- Caciagli M., Kawata J., 2001 : Heurs et malheurs du clientélisme, in : Revue française de science politique, N°4, Vol.51, Presse de science po, Paris.
- ESRI (Economic and social research institute), 2005 : Kokuminkeizai Keisan [Les comptes de Nation], Cabinet du premier ministre, Tokyo.
- Fujita W., Shioda S., 1963 : Sengo nihon no rodosogui [Conflits du travail au Japon d'après-guerre], Ochanomizu-shobo, Tokyo.
- Gao B., 1997: Economic ideology and Japanese Industrial Policy: developmentalism from 1931 to 1965. Cambridge University Press, New York.
- ILO, 2003: Year book of labour statistics 2002, Geneva.
- Inagami T., 1989 : Tenkanki no rodo sekai [Le monde du travail en transition; néo-corporatisme], Youshin-do, Tokyo.
- Johnson C., 1982: MITI and the Japanese miracle; the growth of industrial policy, Stanford University Press, California.
- Kikuchi H., 2005: Nihon wa zaiseikikidewanai [Il n'y a pas de crise de dette publique au Japon], Daiyamondo-sha, Tokyo.
- Kume I., 2000: Institutionalizing Postwar Japanese Political Economy, in: Brodsgaard K.E. and Young S, (eds.), *State Capacity in East Asia*, Oxford University Press, Oxford.
- Maruyama M., 1964: Gendai seiji no shiso to kodo [Thought and behaviour in the modern Japanese politics], Mirai-sha, Tokyo.
- Nohara H., 1990 : Le syndicalisme japonais à la croisée des chemins, Travail et Emploi N°43, Ministère du travail et de l'emploi, Paris.
- OCDE, 2005 : Etude économique de l'OCDE « Japon », Paris.
- Sasaki T., 1999 : *Daigishi to kane [député et financement]*, Asahishinbun-sha, Tokyo.
- Sato S., Matsuzaki T., 1986 : Jiminto seiken [Gouvernements du PLD], Chuokoron-sha, Tokyo.
- Shirai T. (ed), 1982: Contemporary industrial relations in Japan, University of Wisconsin Press, Madison.
- Somusho (Ministry for internal affairs and communications), 2005: dokuritsu gyoseihoin hyoka repoto [Rapport sur les agences administratives autonomes], Cabinet du premier ministre, Tokyo.
- Tachibanaki T., 2005: Confronting income inequality in Japan; a comparative analysis of causes, consequences and reform, MIT Press, Massachusetts.
- Tanaka N., 2000: Shijo to Seifu [Market and Government], Toyokeizai shiopo-sha, Tokyo.

Tanaka N., 2001: Kozokaikaku towa nanika [What are the structural reforms?], Toyokeizai shiopo-sha, Tokyo.

Pempel T.J, Tsunekawa K., 1979: Corporatism without labor?, the Japanese anomaly, in Schemitter P, Lehmbruch G (eds), Trends toward corporatist intermediation, Sage Publishing Co, London.